



Déclaration du SNUipp-FSU au CTSD du 4 septembre 2018

Monsieur le Directeur Académique,

La politique libérale imposée par le président Emmanuel Macron et son gouvernement a encore franchi une étape cet été. Concernant la fonction publique, le retour de vacances est pour le moins douloureux.

Pour ce gouvernement, « moderniser » passe par le renforcement de la gestion managériale de la fonction publique. Cela revient à :

- Ne plus s'encombrer d'instances qui prennent du temps et qui retardent le rouleau compresseur des réformes.
- Précariser les agents avec des contrats de courte durée, permettant ainsi à l'administration d'y mettre un terme à souhait
- Valoriser le mérite et payer plus ceux qui répondent aux exigences du ministre. Mais en même temps bloquer les salaires de tous.
- Réduire le nombre de fonctionnaires et limiter les services de l'état.

Le projet est clair, réduire à son plus simple appareil le service public afin de privatiser un maximum de missions. On le sait, cela ne peut pas marcher, et encore moins dans l'éducation nationale, où au contraire, l'on a besoin d'un cadre national fort.

Les annonces faites au sujet de la direction d'école ont de quoi inquiéter les enseignants. Ajouter un échelon hiérarchique dans la gestion des écoles ne résoudra aucun problème, mais cela permettra néanmoins d'augmenter la pression de la chaîne hiérarchique sur les enseignants. Une aubaine pour le ministre qui semble chercher un moyen de mettre les enseignants au pas. Ajoutons à cela l'entrisme des élus dans la gestion des écoles, les polémiques récurrentes lancées par notre ministre lui-même, la pression de la société et des parents qui se fait de plus en plus prégnante, et aucun espoir de revalorisation salariale, bien au contraire. Autant dire que la crise du recrutement a encore de beaux jours devant elle.

Enseigner ne fait plus rêver, et on comprend pourquoi. L'école aurait besoin de moyens humains : On supprime des postes. L'école aurait besoin de moyens matériels : on complexifie les relations avec les élus. L'école aurait besoin de confiance : on prend les enseignants pour des ânes à qui il faut expliquer quoi faire, comment le faire, à quel moment le faire.

La politique libérale est assumée et le projet de société est clairement affiché.

Le conséquences à craindre pour un département comme le notre sont bien entendu du côté de la restructuration de notre territoire scolaire, et les propos que vous avez tenus, Monsieur le Directeur Académique, dans la presse concernant les RPI ne sont pas là pour nous rassurer. La création de pôles éducatifs de territoires n'aura pour seul avantage que celui de permettre des économies sur le dos de l'école, mais ce ne sera certainement pas une réponse aux besoins réels des citoyens, des élèves et des enseignants en milieu rural.

On précarise encore un peu plus l'enseignement sous prétexte que le pays est en déficit. Mais on continue à faire des cadeaux fiscaux à ceux qui nous ont mis dans cette situation.

Plusieurs écoles nous ont fait état de leurs effectifs très élevés et nous espérons que toutes pourront

fonctionner avec un moyen supplémentaire pour cette rentrée scolaire. La société change, les élèves changent et leurs besoins aussi. Il est urgent de réduire les taux d'encadrement, notamment en maternelle, où il est de plus en plus difficile d'accueillir tout les élèves comme il se doit tant le public est hétérogène.

Oui, on apprend mieux avec des effectifs moins élevés, et notre ministre semble être au courant puisqu'il a mis en place sa mesure si médiatique des CP et CE1 dédoublés. Malheureusement, elle ne s'applique qu'à une toute petite partie des élèves de France, les autres devant s'accommoder des restes.

Il est urgent aussi de réhabiliter les RASED, en créant de nouveaux postes et en réduisant les périmètres d'intervention, pour leur permettre d'accompagner au mieux les élèves et les équipes.

Comme chaque année, nous aurions aimé faire une déclaration plus positive mais cette année, encore plus que les autres nous ne pouvons que constater la dégradation de la politique menée dans notre pays, qui nous fait franchir un pas de plus vers une société inégalitaire et libérale.